

Accord professionnel national

**CRÉATION DE L'AFDAS
(12 septembre 1972)**

AVENANT DU 15 DÉCEMBRE 2014
À L'ACCORD DU 12 SEPTEMBRE 1972
RELATIF AU FONDS D'ASSURANCE FORMATION DU SPECTACLE
NOR : ASET1550420M

PRÉAMBULE

Cet avenant a pour objet d'adapter la convention portant création de l'AFDAS au nouveau cadre légal et réglementaire issu de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale et des décrets et arrêtés pris pour son application.

En effet, prenant acte des profonds changements apportés par le législateur, et notamment :

- l'élargissement des missions des OPCA ;
- la modification des conditions de leur intervention ;
- la création de la possibilité de gérer des ressources de nature différente,

les organisations professionnelles d'employeurs et les syndicats de salariés des branches professionnelles ayant adhéré à l'AFDAS considèrent que la négociation collective et la gestion paritaire constituent, au niveau des branches professionnelles, des voies adaptées pour atteindre les objectifs qu'ils se fixent et conviennent des dispositions ci-après.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les organisations professionnelles d'employeurs et les syndicats de salariés confirment leur choix exclusif de l'AFDAS comme OPCA et OPACIF agréés par l'Etat pour la gestion des différentes contributions prévues par le code du travail et pour l'exercice des missions correspondant à ces différentes contributions dans le champ professionnel défini dans l'annexe I au présent accord. Concernant le champ géographique, il concerne l'ensemble du territoire national, incluant la métropole et les DOM.

Ils conviennent également que, en cas d'obtention d'un agrément par l'AFDAS en qualité d'organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA), les organisations professionnelles d'employeurs signataires du présent accord s'engageront à inciter les entreprises de leur champ d'application à verser ladite taxe auprès de l'AFDAS.

Concernant les intermittents du spectacle, conformément au dispositif légal, « lorsque des employeurs occupent un ou plusieurs salariés intermittents du spectacle qui relèvent des secteurs du spectacle vivant et du spectacle enregistré, pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de ces emplois, une convention ou un accord professionnel national étendu peut

prévoir, pour ces employeurs, le versement de la taxe d'apprentissage à un seul organisme collecteur de la taxe d'apprentissage mentionné au I de l'article L. 6242-1. »

Les signataires du présent accord devront ratifier toute adhésion éventuelle conforme aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail de nouveaux secteurs professionnels non inclus dans ladite annexe.

Toute nouvelle adhésion fera alors l'objet du dépôt prévu à l'article L. 2231-6 du code du travail, et une extension de l'agrément au titre de nouveaux secteurs professionnels sera demandée au ministère du travail.

Article 2

Organisation de l'AFDAS

L'AFDAS est un fonds d'assurance formation national professionnel multibranche. Il est administré par un conseil d'administration paritaire. Chaque branche fondatrice ou adhérente constitue une section paritaire professionnelle ou rejoint une section déjà constituée.

Les conditions requises pour qu'un secteur d'activité puisse créer au sein de l'AFDAS sa propre section professionnelle sont définies par délibération du conseil d'administration, selon les modalités prévues dans les statuts.

Les compétences des sections paritaires professionnelles sont précisées par les statuts, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Article 3

Obligations des entreprises vis-à-vis de l'AFDAS

3.1. Contributions

3.1.1. Assiette

Les rémunérations sur lesquelles sont assises les contributions sont entendues au sens des règles prévues aux chapitres I^{er} et II du titre IV du livre II du code de la sécurité sociale.

Toutefois, lorsque les cotisations de sécurité sociale sont calculées de façon forfaitaire, la contribution est assise sur les rémunérations brutes réellement perçues.

3.1.2. Contributions légales

Les entreprises du champ d'application de l'AFDAS versent obligatoirement les contributions légales auxquelles elles sont assujetties, suivant leur effectif, pour le financement des dispositifs prévus par la loi.

3.1.2.1. Entreprises employant des salariés permanents

Pour les entreprises de moins de 10 salariés (hors intermittents du spectacle) :

- 1° des actions de professionnalisation mentionnées aux articles L. 6332-14 à L. 6332-16-1 ;
- 2° du plan de formation.

Dans le cadre du plan de formation, les ressources pourront être affectées au financement de la rémunération des salariés des TPE de moins de 10 salariés suivant une formation prioritaire définie par la branche ou le conseil d'administration de l'AFDAS, dans la limite du coût horaire du Smic par heure de formation.

Pour les entreprises de 10 à 299 salariés (hors intermittents du spectacle) :

- 1° du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ;
- 2° du compte personnel de formation, sauf accord triennal d'entreprise ;
- 3° du congé individuel de formation ;
- 4° des actions de professionnalisation mentionnées aux articles L. 6332-14 à L. 6332-16-1 ;

5° du plan de formation.

Pour les entreprises de 300 salariés et plus (hors intermittents du spectacle) :

1° du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels ;

2° du compte personnel de formation, sauf accord triennal d'entreprise ;

3° du congé individuel de formation ;

4° des actions de professionnalisation mentionnées aux articles L. 6332-14 à L. 6332-16-1.

Ces contributions sont mutualisées dès réception et gérées par le conseil d'administration, les sections paritaires professionnelles pouvant exercer les compétences qui leur sont reconnues par les statuts en matière de priorités et de préconisations.

3.1.2.2. Entreprises employant des salariés sous contrat à durée déterminée

Les entreprises employant au moins un salarié sous contrat à durée déterminée (hors salariés intermittents du spectacle) doivent verser à l'AFDAS une contribution dont le taux est au moins égal à celui fixé par l'article L. 6322-37 du code du travail sur l'assiette définie ci-dessus versée au cours d'une année civile à ces salariés, sauf si le contrat à durée déterminée s'est poursuivi par un contrat à durée indéterminée et sauf si le contrat à durée déterminée est conclu dans le cadre d'un contrat d'insertion avec une obligation de formation (apprentissage, professionnalisation...).

3.1.2.3. Entreprises employant des intermittents du spectacle

Les entreprises employant au moins un intermittent du spectacle doivent verser à l'AFDAS une contribution selon le taux établi conventionnellement par accord interbranches qui ne peut être inférieur à celui fixé par l'article L. 6331-55 du code du travail, sur l'assiette définie ci-dessus versée au cours d'une année civile à ces salariés.

3.1.3. Contributions conventionnelles

L'AFDAS peut percevoir des contributions conventionnelles, distinctes de la contribution légale, mises en place par les branches professionnelles.

Ces contributions sont mutualisées et gérées dans les conditions et modalités fixées par l'accord de branche. Le conseil d'administration veille à ce que les sections paritaires professionnelles, sous sa responsabilité, soient garantes de la bonne utilisation des ressources collectées à ce titre.

3.1.4. Contributions volontaires

L'AFDAS peut percevoir des contributions volontaires versées par toute entreprise et destinées au développement de la formation professionnelle continue.

Les versements volontaires ne sont pas mutualisés et demeurent acquis à l'entreprise qui a effectué le versement. Ils peuvent toutefois faire l'objet d'une gestion de groupe ou d'une mutualisation volontaire. Ils supportent des frais de gestion et de mission dans les conditions définies par le conseil d'administration de l'AFDAS.

Les services rendus par l'AFDAS aux entreprises qui effectuent des versements volontaires sont définis par le conseil d'administration.

3.2. Modalités de déclaration et de versement

L'entreprise doit faire connaître, chaque année au plus tard le 15 février de l'année qui suit l'année de versement du salaire, le montant des salaires versés aux salariés qui relèvent de l'AFDAS sur un bordereau fourni par l'AFDAS.

En fonction de critères définis par le conseil d'administration et portés à la connaissance des entreprises, certaines sont tenues d'établir, en plus de la déclaration annuelle, des déclarations semestrielles, trimestrielles.

Elles doivent alors les retourner au plus tard à la date limite de retour inscrite sur le bordereau d'appel des contributions.

Le conseil d'administration de l'AFDAS peut décider d'appels de contribution en cours d'année pour garantir le bon fonctionnement des dispositifs.

Les entreprises qui organisent un spectacle vivant et qui n'ont pour activité principale ou pour objet ni l'exploitation de lieux de spectacles, de parcs de loisirs ou d'attractions, ni la production ou la diffusion de spectacles vivants doivent utiliser le guichet unique mis en place en application de l'article L. 7122-22 du code du travail.

Le versement des contributions doit être simultané à l'envoi de la déclaration.

3.3. Sanctions pour déclaration ou versement tardif

Lorsque le versement des contributions exigibles n'est pas reçu le 1^{er} mars, l'AFDAS est en droit d'appliquer des majorations de retard dont le taux, appliqué sur les cotisations dues, sera fixé par le conseil d'administration. Ce taux doit être compris entre 0,75 % et le pourcentage obtenu en majorant de 1 point le 1/12 du taux de l'intérêt légal annuel pour le premier mois de retard et pour les mois suivants, tout mois commencé étant décompté comme 1 mois entier.

Lorsque le recouvrement des contributions augmentées des majorations de retard nécessite les services d'un prestataire extérieur à l'AFDAS (notamment avocat ou société de recouvrement), des frais forfaitaires de dossier et de précontentieux s'y ajoutent.

Ils sont fixés par le conseil d'administration sans pouvoir être inférieurs à 150 € HT.

Lorsque le recouvrement des contributions augmentées des majorations de retard et des frais forfaitaires nécessite l'usage des voies de droit, tous les frais et honoraires exposés à cette occasion sont à la charge de l'entreprise poursuivie.

Article 4

Autres ressources de l'AFDAS

L'AFDAS peut recevoir toute ressource correspondant à son objet social, et notamment des fonds provenant des financeurs de la formation professionnelle : Etat, conseils régionaux, fonds social européen, AGEFIPH, Pôle emploi, conseils généraux, et tout autre organisme privé ou public dès lors que les fonds reçus contribuent à ses missions d'intérêt général.

L'AFDAS peut recevoir également toute ressource relative au développement de l'emploi et de la formation qui lui serait confiée par un accord collectif.

Article 5

Missions et services de l'AFDAS

L'AFDAS a pour mission générale de :

- contribuer au développement de la formation professionnelle continue dans les entreprises relevant de son champ de compétences ;
- informer, sensibiliser et accompagner les entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ;
- participer à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein de l'entreprise et à la définition des besoins collectifs et individuels au regard de la stratégie de l'entreprise, en prenant en compte les objectifs définis par les accords de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- s'assurer de la qualité des formations dispensées, notamment en luttant contre les dérives thérapeutiques et sectaires ;

- mener une politique incitative au développement de la professionnalisation et de la formation professionnelle continue des salariés ainsi qu'à la sécurisation des parcours professionnels, au bénéfice des salariés, des jeunes et des demandeurs d'emploi ;
- coordonner et développer tous les moyens de formation professionnelle capables de satisfaire les besoins des branches professionnelles relevant de son champ d'application ;
- déterminer les mesures et les actions de formation pouvant répondre aux objectifs contenus dans les accords de branche professionnels ;
- mobiliser les moyens nécessaires aux objectifs définis par les partenaires sociaux au sein des différentes instances paritaires compétentes des différentes branches d'activité ;
- garantir la qualité des formations qu'elle finance ;
- promouvoir l'apprentissage auprès des jeunes, des familles, des entreprises et de tout organisme intéressé ;
- financer l'apprentissage dans le cadre des ressources qu'elle peut mobiliser à ce titre ;
- accompagner le développement quantitatif et qualitatif des formations réalisées dans les centres de formation d'apprentis.

et, en tant qu'OPACIF :

- concourir à l'information des salariés et demandeurs d'emploi sur leurs possibilités d'accès à la formation ;
- délivrer un conseil en évolution professionnelle ;
- financer les congés de formation des salariés ;
- accompagner les salariés et demandeurs d'emploi dans l'exercice de leurs droits à la formation.

L'AFDAS intervient dans le cadre :

- des dispositifs pouvant être financés dans le cadre de la contribution légale au financement de la formation professionnelle ;
- des dispositifs mis en place par accord de branche dans le domaine de l'emploi et de la formation ;
- des services mis à disposition des entreprises sur décision du conseil d'administration dans les conditions définies par celui-ci.

L'AFDAS peut, pour l'exercice de ses missions et dans le respect de la réglementation qui lui est applicable, conclure tout contrat ou toute convention lui permettant d'atteindre les objectifs fixés par son conseil d'administration.

Article 6

Dispositions diverses

Le présent accord complète, en tant que de besoin, à compter de sa date d'effet, l'ensemble des dispositions figurant dans la convention du 12 septembre 1972 telle que modifiée par les précédents avenants.

En cas de contradiction entre le texte de cet avenant et les textes antérieurs, le texte de cet avenant prévaut.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015.

Il est déposé, ainsi que ses avenants, par les organisations professionnelles d'employeurs, conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

Il peut être dénoncé ou révisé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le présent accord fait l'objet d'une demande d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNEP ;
FNCF ;
FNPS ;
FFAP ;
SPQR ;
SPQD ;
SNE ;
AACC ;
UPE ;
SNES ;
CSDM ;
SYNDEAC ;
AFPF ;
SNDLL ;
USPA ;
SPG ;
SIRTI ;
SRN ;
SNELAC ;
SPFA ;
SRGP ;
SYNPASE ;
FNAPPI ;
FICAM ;
SNSP ;
FPPR ;
SNPTV ;
ACCES ;
CPDO ;
SPI ;
SYNOLYR ;
UDECAM ;
PRODISS ;
SDD ;
SNTF ;
STP ;
ARENES ;
CSCAD ;
SNRL ;
SMA ;

SCC ;
SPECT ;
SYNAVI ;
APC ;
SPQN ;
SNDTP ;
PROFEDIM ;
SPIIL ;
SEPM ;
UNIREL ;
SMSP.

Syndicats de salariés :

SNTPCT ;
UNSA Spectacle ;
Médias 2000 ;
SNJ CGT ;
FEC FO ;
FCCS CGC ;
FILPAC ;
FNSAC ;
FASAP FO ;
FC CFTC ;
F3C CFDT ;
FPT CFTC ;
CGT-FO Livre.

ANNEXE I

Champ d'application

Spectacle vivant

Les entreprises qui relèvent des secteurs d'activité du spectacle vivant sont celles ayant une des activités suivantes :

- production de spectacles (théâtrale, concerts, opéras, danse et autres productions analogues), y compris lorsque cette activité est associée à une activité de restauration ou de service de boissons (cabarets, cafés-concerts, spectacles de revues, spectacles de variétés...) ;
- organisation de tournées et diffusion de spectacles lorsqu'elles comprennent la responsabilité artistique du spectacle ;
- activités de soutien au spectacle vivant assurant des prestations de services techniques pour le son, l'éclairage, le décor, le montage de structures, la projection d'images ou de vidéos, les costumes, etc. ;
- activités de production, de promotion et d'organisation de spectacles ne comprenant pas la responsabilité artistique du spectacle ;
- exploitation de lieux ou de salles de spectacles aménagés pour des représentations publiques : salles de concert, de théâtre, de danse, de music-hall, cirques, etc.,

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 90.01Z, 90.02Z, 90.04Z.

Spectacle enregistré

Audiovisuel

Les entreprises qui relèvent du secteur d'activité de l'audiovisuel sont celles ayant une des activités suivantes :

- production de films et de programmes pour la télévision ;
- production de films institutionnels et publicitaires ;
- production de films pour le cinéma ;
- postproduction de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision ;
- activités photographiques uniquement pour les laboratoires photos adhérant au groupement national des laboratoires professionnels de l'image ;
- édition et diffusion de programmes radio ;
- édition de chaînes généralistes ;
- édition de chaînes thématiques,

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 59.11A, 59.11B, 59.11C, 59.12Z, 60.10Z, 60.20A, 60.20B, 74.20Z, 59.13B,

ainsi que l'Institut national de l'audiovisuel.

Edition musicale et enregistrements sonores et vidéo

Les entreprises qui relèvent des secteurs d'activité de l'édition musicale et enregistrements sonores et vidéo sont celles ayant une des activités suivantes :

- reproduction d'enregistrements ;
- enregistrement sonore et édition musicale,

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 18.20Z, 59.20Z.

Exploitation cinématographique et distribution de films

Les entreprises qui relèvent des secteurs d'activité de l'exploitation cinématographique et de la distribution de films sont celles ayant une des activités suivantes :

- projection de films cinématographiques ;
- distribution de films cinématographiques ;
- édition et distribution vidéo,

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 59.13A, 59.13B, 59.14Z.

Publicité et distribution directe

Les entreprises qui relèvent des secteurs d'activité de la publicité et de la distribution directe sont celles ayant une des activités suivantes :

- conception et diffusion de publicités dans les journaux et les périodiques, à la radio et à la télévision, sur internet et dans d'autres médias ;
- conception et diffusion de publicités à l'extérieur, par exemple sur des panneaux, sur des vitrines, dans des magasins, sur des voitures et des autobus, etc. ;
- publicité aérienne ;
- distribution de prospectus et d'échantillons publicitaires ;
- création de stands et d'autres structures et sites d'affichage ;
- promotion de produits ;
- marketing dans les points de vente (à l'exclusion des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire du 13 août 1999 telle que modifiée notamment par l'avenant du 18 septembre 2001) ;
- publipostage ;
- conseil en marketing ;
- pose d'affiches fixes ou mobiles, aménagement et entretien des panneaux publicitaires ;
- régie publicitaire pour la vente ou la revente de temps d'antenne et d'espaces publicitaires ;
- centrales d'achat d'espaces,

ainsi que les entreprises dont l'activité principale est assimilée à la publicité et qui ne relèvent pas d'autres accords de branche relatifs à la formation professionnelle continue, généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 73.11Z, 73.12Z.

Loisirs pour les entreprises de droit privé à but lucratif

Entreprises relevant de la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels du 5 janvier 1994 en application de l'avenant n° 26 *ter* du 13 novembre 2009

Les entreprises concernées sont celles qui gèrent des installations et/ou exploitent à titre principal des activités à vocation récréative et/ou culturelle, dans un espace clos et aménagé avec des installations fixes et permanentes comportant des attractions de diverse nature (manèges secs et/ou aquatiques, spectacles culturels ou de divertissement avec présentation ou non d'animaux, décors naturels ou non, expositions, actions continues ou ponctuelles d'animations pédagogiques ou non).

Elles reçoivent un public familial, à titre onéreux :

- avec un droit d'entrée unique et/ou paiement aux attractions ;
- et ce tout au long de l'année et/ou de manière saisonnière.

Les entreprises concernées exercent, d'une manière générale, une ou plusieurs activités ludiques et/ou culturelles, en y associant restauration, attractions, boutiques, destinées, dans le cadre urbain et/ou rural, et/ou commercial, à un marché familial.

Elles organisent et assument la maîtrise d'une sécurité permanente des biens et des personnes par des équipements techniques et un encadrement adaptés, le public n'ayant pas à mettre en œuvre des connaissances techniques particulières.

Les entreprises concernées exercent une des activités suivantes :

- parc d'attractions ;
- parc à thème ou non ;
- parc aquatique ;
- aquarium ;
- transport d'agrément ;
- gestion des musées ;
- gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires (à l'exclusion des monuments historiques et palais nationaux) ;
- conservation du patrimoine naturel ;
- gestion de jardins botaniques, de réserves et de parcs naturels (à l'exclusion des zoos) ;
- discothèques (établissements équipés d'une piste de danse, animés par un professionnel de la musique enregistrée ou non et qui vendent des boissons destinées à être consommées sur place),

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 91.02Z, 91.03Z, 91.04Z, 93.21Z, 93.29Z.

Organisation de jeux de hasard et d'argent (à l'exclusion des casinos)

Les entreprises concernées exercent une activité de cercle de jeu, généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par le code NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivant : 92.00Z.

Presse écrite et agence de presse

Les entreprises qui relèvent des secteurs d'activité de la presse écrite et des agences de presse sont celles ayant une des activités suivantes :

- édition de journaux ;
- édition de revues et de périodiques ;
- imprimerie de journaux ;
- acheminement de journaux ;
- agences de presse,

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 18.11Z, 53.10Z, 58.13Z, 58.14Z.

Edition

Ce secteur comprend les entreprises ou leurs établissements dont l'activité principale est l'édition de livres. Cette définition comprend la phase éditoriale du produit « livre électronique » lorsqu'elle est strictement identique à celle mise en œuvre pour le livre dans la forme traditionnelle (sélection de textes et d'illustrations, relations contractuelles avec les auteurs, validation des contenus, mise en forme), à l'exclusion de tout autre type d'activité électronique distincte de celle définie ci-dessus (développement de CD-ROM, de DVD, de logiciels, mise en place et diffusion de sites internet, traitement de données informatisées, notamment). Ces entreprises disposent généralement du code NAF 58.11Z.

Autres activités

Peuvent adhérer volontairement au présent accord les entreprises ayant une des activités suivantes :

- les activités exercées par des agents ou agences pour le compte de particuliers et consistant habituellement à leur obtenir un engagement dans des films, des productions théâtrales, d'autres spectacles ou des manifestations sportives et à placer des livres, des pièces de théâtre, des œuvres d'art, des photos, etc., chez des éditeurs, des producteurs, etc. ;
- qui représentent et placent les artistes ou qui gèrent les droits attachés aux œuvres artistiques, littéraires, musicales ;
- les activités des agences et bureaux de casting, tels que les agences de distribution de rôles,

généralement identifiées dans la nomenclature d'activités française par les codes NAF en vigueur au 1^{er} janvier 2008 suivants : 74.90B, 78.10Z,

- les organisations professionnelles signataires de cet accord ;
- les organismes sociaux spécifiques aux activités des entreprises relevant du présent accord.

Intermittents du spectacle

Les entreprises employant au moins un intermittent du spectacle, c'est-à-dire un artiste ou un technicien employé sous CDD d'usage dans le cadre d'un spectacle vivant ou enregistré, relèvent, en ce qui les concerne, également de cet accord quel que soit le code NAF qui leur est attribué.

(Suivent les signatures.)